

REPUBLIQUE DU BURUNDI



CABINET DU DEUXIEME VICE-PRESIDENT

***DISCOURS DU DEUXIEME VICE-PRESIDENT A
L'OUVERTURE DES TRAVAUX DE LA CONFERENCE DU
GROUPE CONSULTATIF POUR LE BURUNDI ORGANISEE A
PARIS LES 26-27 OCTOBRE 2009***

Paris, 26 octobre 2009

- **Madame? Monsieur le Représentant de la République Française ;**
- **Madame, Monsieur, les membres**
- **Mesdames, Messieurs les chefs de délégations des pays Amis**
- **Monsieur le Représentant de la Commission de l'Union Européenne,**
- **Monsieur le Représentant Exécutif du Secrétaire Général des Nation Unies au Burundi,**
- **Monsieur le Représentant du Fonds Monétaire International ;**
- **Madame le Représentant de la Banque Mondiale,**
- **Distingués invités ;**
- **Mesdames, Messieurs**

C'est avec un grand honneur et un sentiment de fierté que je prononce ce mot à l'occasion de l'ouverture des travaux de la première Conférence du Groupe Consultatif pour le Burundi co-organisée avec la Banque Mondiale.

Au nom du président de la République, NKURUNZIZA Pierre, du gouvernement et du peuple burundais et en mon nom propre, permettez-moi donc de vous souhaiter la bienvenue dans les assises de cette première Conférence du Groupe Consultatif pour le Burundi.

Conscient des contraintes de vos agendas respectifs, le peuple burundais tout entier apprécie votre présence dans les travaux de cet événement



combien important pour influencer la trajectoire que l'évolution de la société burundaise pourra suivre désormais.

Je voudrais, tout sincèrement, exprimer les remerciements du gouvernement burundais au Bureau de la Banque Mondiale de Bujumbura pour la mobilisation de son personnel afin d'apporter l'expertise nécessaire qui a permis de préparer avec succès la tenue de la présente conférence.

Qu'il me soit permis de saluer et de remercier tous les partenaires techniques et financiers pour leurs appuis remarquables aux efforts de consolider la paix et lutter contre la pauvreté au Burundi.

Distingués Invités,
Mesdames, Messieurs,

Cette Conférence du Groupe Consultatif pour le Burundi se tient à un moment crucial de la vie politique et démocratique de notre pays. En effet, la guerre au Burundi est terminée avec le dépôt des armes par le PALIPEHUTU-FNL et la transformation du FNL en parti politique participant à la vie démocratique du pays.

Bien plus, cette Conférence se tient également au moment où le Burundi s'apprête à organiser les élections libres, honnêtes et transparentes qui vont permettre d'installer les nouvelles institutions démocratiques au début de la deuxième moitié de l'année 2010. Pour réussir ces élections, le gouvernement a déjà mis en place la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) sur base d'un compromis politique entre les



différents acteurs. Le code électoral a été déjà promulgué. Le partenariat entre les bailleurs de fonds, la CENI et le gouvernement vient d'aboutir à la signature d'un projet d'appui aux élections entre le gouvernement et le PNUD qui va gérer le Fonds commun qui sera constitué à cet effet.

**Distingués Invités,
Mesdames, Messieurs,**

La consolidation de la paix et la promotion de la croissance économique sont les priorités fondamentales de l'action du gouvernement pour que tous les burundais puissent enfin avoir une légitime fierté d'appartenir à une nation qui garantit leurs libertés et qui leur procure un bien être social et matériel en offrant à tous l'égalité des chances devant leurs droits et leurs obligations vis-à-vis du service public et de la capacité de chacun de s'épanouir davantage.

Pour réaliser cette ambition, un cadre stratégique de lutte contre la pauvreté a été élaboré et sa mise en œuvre a débuté en 2007. Cette stratégie de lutte contre la pauvreté a été renforcée par le cadre stratégique de consolidation de la paix qui a été conçu et exécuté avec l'intention de bâtir les préalables à une paix durable et une croissance économique équitable et harmonieux en cohérence avec la vision à long terme de la société burundaise.

Les rapports d'évaluation des deux premières années de mise en œuvre du CSLP, montrent qu'un effort particulier a été fait surtout dans les domaines sociaux où les indicateurs de performance sont en nette



progression. Par contre, dans les secteurs productifs, un effort important reste à consentir pour préserver les acquis des efforts déployés dans les secteurs sociaux.

Sur base de ce constat, le gouvernement du Burundi a identifié les défis à relever pour réduire la pauvreté et réaliser des progrès significatifs vers l'atteinte des OMD. Tout en nécessitant l'appui des partenaires techniques et financiers, la levée de ces défis exige en premier lieu l'exceptionnelle détermination et l'ingéniosité des burundais et burundaises, ainsi que sur les opportunités offertes par le potentiel économique de notre pays.

Les domaines de la vie socio-économiques qui ont été identifiés comme de leviers de croissance économiques sont notamment :

- L'Énergie ;
- L'Agriculture ;
- Les Infrastructures des transports et les travaux publics ;
- Les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) ;
- Le Secteur privé ;
- Le tourisme ;
- Le secteur de l'eau.

Le choix de ces secteurs a été basé sur leurs capacités intrinsèques d'augmenter la production nationale intérieure brute et de créer les emplois à travers tout le pays et par-dessus tout de générer un impact immédiat sur le bien-être de la population par le biais de l'augmentation



de son pouvoir d'achat lui permettant d'assouvir les besoins les plus élémentaires.

L'orientation d'investissements consistants dans ces secteurs garantirait visiblement une reprise soutenue de la croissance économique du pays et de l'amélioration du bien-être de la population burundaise. Le gouvernement a déjà compris que le développement du Burundi ne pourra pas devenir une réalité sans un secteur privé dynamique et efficace qui pourrait optimiser l'exploitation du potentiel économique de notre pays. Attirer les investisseurs privés étrangers qui viendraient compléter les gaps d'investissements là où les investissements publics ne seraient pas efficaces est donc l'une de nos priorités.

C'est pourquoi, le gouvernement fait aujourd'hui beaucoup d'efforts pour améliorer le climat des affaires en assainissant le cadre institutionnel notamment par la promulgation du nouveau code des investissements, la révision du cadre de commerce, l'introduction de la TVA, etc.

Cependant, vous êtes sans ignorer que l'assainissement du climat des affaires est une condition non suffisante pour attirer les investisseurs étrangers. Faut-il encore que des infrastructures d'appui à la production soient développées jusqu'à un certain seuil de satisfaction qui garantiraient les investisseurs un minimum de conditions d'opérationnalité. Ces conditions ont surtout trait à l'existence :

- d'une capacité énergétique suffisante,
- d'un système de gestion de la ressource eau efficace;



- des voies de transports viables permettant l'accès facile aux centres de commercialisation des produits ou d'approvisionnement en matières premières ;
- des moyens de communication adéquats ;
- etc.

Distingués invités,
Mesdames, Messieurs

Je m'en voudrais si j'omettais de vous faire un bref bilan de la situation du Burundi par rapport à ces éléments qui contribuent à attirer les investissements nationaux et étrangers. En effet, en matière de capacité énergétique, le Burundi traverse aujourd'hui des crises énergétiques sans précédent. Les besoins ont considérablement augmentés pendant que le Burundi traversait une longue période de guerre qui ne permettait pas d'investir davantage ou d'entretenir les infrastructures existantes. En plus de la très faible capacité énergétique produite, les pertes sur le circuit de transport et de distribution sont estimées à 30% de la production totale à cause de la vétusté des équipements.

Et pourtant, sans énergie suffisante, il sera difficile de promouvoir le secteur privé en attirant les promoteurs des PMI et des PME et d'élargir l'assiette fiscale. Plus encore, la persistance du déficit énergétique pourra freiner les progrès enregistrés dans les secteurs sociaux comme la santé, l'éducation et l'eau et l'assainissement ou même les compromettre définitivement.



En ce qui concerne les voies de transports, le Burundi est un pays enclavé sans littoral. Pour s'approvisionner, le Burundi utilise le transport routier sur les corridors et le transport lacustre sur le lac Tanganyika. Une grande partie des régions intérieures reste inaccessible suite au manque d'axes routiers viables, ce qui limite fondamentalement l'exploitation de leur potentiel de production surtout agricole. Le Burundi se félicite néanmoins des efforts fournis par certains partenaires dans ce secteur pour entretenir l'existant et étendre le réseau même si les besoins restent énormes.

Quant au secteur des Technologies de l'information et de la communication (TIC), non seulement il est perçu comme une opportunité d'améliorer les prestations dans l'administration publiques et privée, mais aussi il constitue un créneau privilégié qu'il faut exploiter pour créer de nouveaux emplois.

Conscient que les changements climatiques constituent une menace pour l'avenir des populations de la planète, le Burundi place parmi ses préoccupations la gestion de la ressource eau qui est aujourd'hui très menacée. Une politique nationale de l'eau et son plan d'actions viennent d'être adoptés.

Distingués invités ;

Mesdames, Messieurs

Le gouvernement du Burundi se réjouit du nouveau partenariat né de la déclaration de Paris et du plan d'action d'Accra pour l'efficacité de l'aide.



Le gouvernement du Burundi et ses partenaires ont déjà saisi cette opportunité pour créer de commun accord le Groupe de Coordination des Partenaires qui est un cadre de dialogue attiré sur des questions politiques et techniques intéressant la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement et de consolidation de la paix.

Dans ce même cadre, le Gouvernement et les représentants des partenaires techniques et financiers représentés à Bujumbura ont échangés sur les priorités que nous sommes venues vous présenter dans cette conférence du groupe consultatif pour le Burundi. Leurs conseils et leurs observations nous ont été très utiles et très pertinentes pour arriver à mieux cadrer les actions prioritaires respectives dans chaque domaine.

Je voudrais donc saisir cette opportunité pour exprimer notre satisfaction des avancées enregistrées dans le dialogue franc et sincère qui caractérise aujourd'hui les échanges dans les fora stratégique et politique du Groupe de Coordination des partenaires. Nous espérons, ensemble avec vous tous, les partenaires techniques et financiers, poursuivre et améliorer davantage l'efficacité de ce cadre de dialogue pour traiter et trouver ensemble des solutions à toutes les questions inhérentes au respect des principes de la déclaration de Paris et de mise en œuvre du plan d'actions d'Accra sur l'efficacité de l'aide.

Distingués invités ;

Mesdames, Messieurs

Les ressources aujourd'hui disponibles pour financer le développement de notre pays, ne sont pas à la hauteur, ni de notre ambition, ni de nos



besoins pour remettre sur les rails la croissance durable capable de réduire substantiellement la pauvreté et les inégalités. Nous sommes convaincus, et votre présence aujourd'hui l'atteste, que vous allez être à nos côtés pour qu'ensemble nous mobilisions les ressources nécessaires pour financer l'exécution des plans d'actions prioritaires que nous avons définis et auxquels la majorité des Burundais sont attachés.

Dans ce cadre, nous vous confirmons notre engagement pour la bonne gouvernance, pour le renforcement de la capacité d'absorption et pour la mise en œuvre des programmes convenus avec la communauté internationale.

Dans ce domaine, les réformes de la justice, de la fonction publique, de la décentralisation et de la déconcentration, de la modernisation de l'administration publique, de réorganisation de la société civile seront poursuivies et approfondies conformément à nos engagements.

Une attention particulière est accordée au renforcement de la gestion des finances publiques avec l'objectif de renforcer l'efficacité et la transparence des dépenses publiques et de mettre en place un système crédible pour nos partenaires, leur permettant davantage d'évoluer vers l'approche budgétaire. D'ores et déjà, certains ministères pilotes commencent à se familiariser à la culture d'élaboration d'un Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT), selon une approche axée sur les résultats, qui sera prochainement utilisé pour élaborer le budget national.



**Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation,
Distingués Invités,
Mesdames, Messieurs,**

Après avoir réussi le processus de paix qui a abouti à la stabilité politique et sécuritaire du pays grâce à sa détermination affirmée et à votre appui indéfectible, le Burundi a aujourd'hui l'ambition de réussir la relance de la croissance économique équitable et durable.

Cette ambition, pour laquelle notre volonté de réformes ne fera jamais défaut, ne peut être obtenue sans votre soutien technique et financier. La solidarité et l'engagement que vous avez manifesté, tout au long de la préparation de ce groupe, en particulier la Banque Mondiale et les Partenaires Techniques et Financiers représentés à Bujumbura, que je remercie, nous donnent beaucoup d'espoir.

Je puis vous assurer que votre apport pour la mise en œuvre de ces priorités sera traduit sur le terrain à travers des réalisations concrètes et appréciées de tous les Burundais. Le Gouvernement du Burundi espère en conséquence que vos efforts tant politiques que financiers pour l'accompagner seront à la hauteur de ses défis à relever.

Je ne saurais terminer ce message sans vous remercier encore une fois pour tout ce que vous avez déjà fait pour notre nation et ce que vous allez faire dans l'avenir pour aider le Burundi à combattre la pauvreté et à réussir le pari de la croissance économique.

JE VOUS REMERCIE DE VOTRE AIMABLE ATTENTION.

